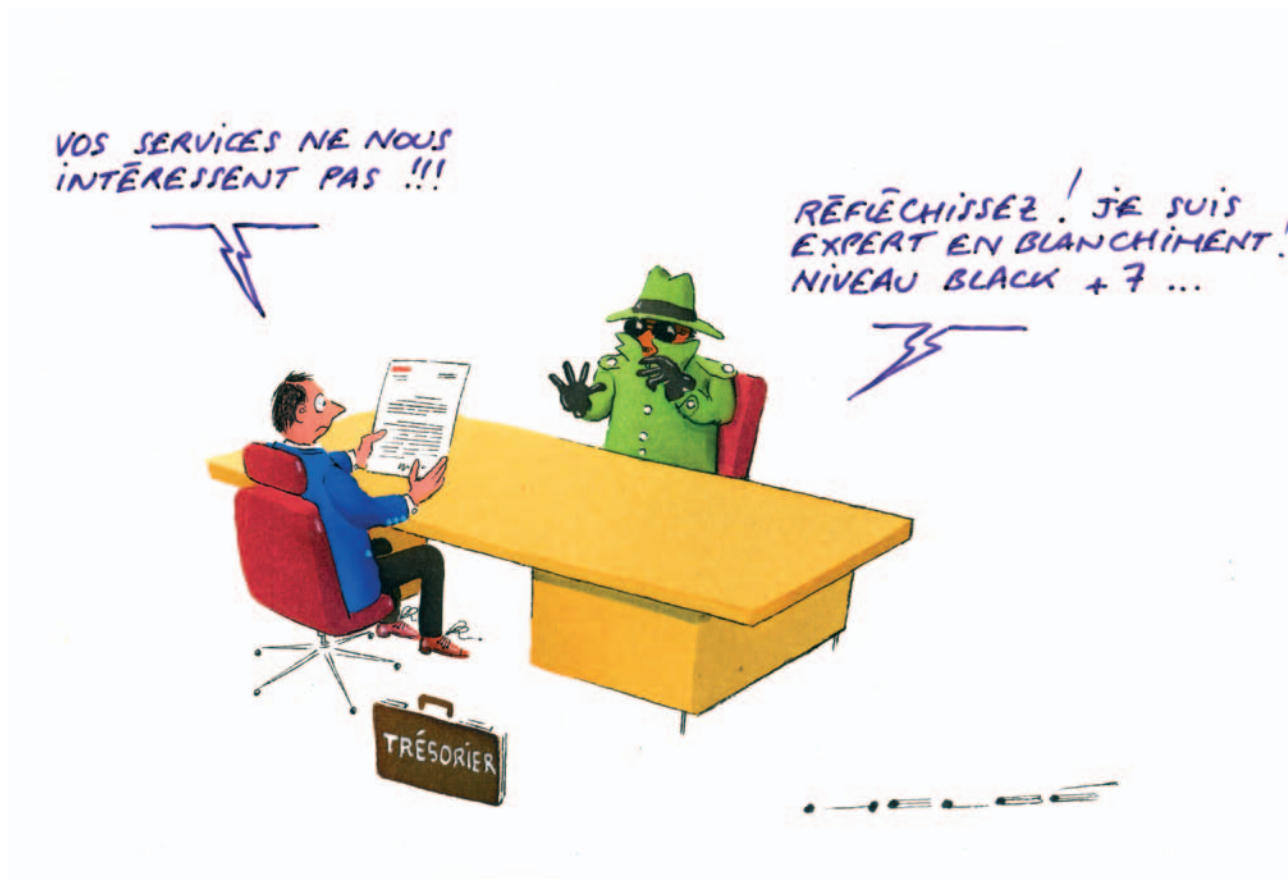


Le trésorier, acteur de la lutte antiblanchiment ?

En 2005, selon une enquête menée par le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC), 47 % des entreprises françaises ont été victimes de criminalité économique. 6 % de ces fraudes correspondaient à des actes de blanchiment.



Lutter contre le blanchiment des capitaux est une préoccupation quotidienne des entreprises bancaires. Par nature elles sont, en effet, particulièrement exposées à ce type de risque. C'est donc sur elles que repose l'essentiel des contraintes réglementaires et leur responsabilité pénale peut être engagée. Toutefois, les transactions dont il s'agit sont bien le fait d'entreprises et/ou de particuliers. La lutte contre le blanchiment doit se situer à tous les niveaux : particuliers, entreprises, banques, Etats, face à des circuits criminels qui dépassent largement

les frontières nationales. Au sein des entreprises, les trésoriers sont en première ligne. Il leur appartient d'être vigilants car toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, peuvent être prises dans un réseau.

Al Capone, probablement le plus célèbre mafieux de l'Histoire, est tombé pour... fraude fiscale. À l'époque, la lutte contre le « blanchiment » d'argent n'était pas organisée comme elle l'est aujourd'hui, et le motif fiscal est le seul que l'administration américaine ait trouvé pour procéder à l'arrestation du gangster. C'est pourtant lui qui, selon certains

Noircissement et financement du terrorisme

Il fut un temps où, en URSS, les sommes versées à la mafia par de grandes entreprises internationales apparaissaient tout simplement au bilan, par exemple sous la forme de « garanties exceptionnelles ». Cette époque est révolue, et c'est maintenant la lutte contre le financement du terrorisme qui mobilise les énergies partout dans le monde. Dès 2001, le groupe d'action financière internationale (GAFI) a consacré l'extension du champ de compétence des cellules de renseignement financier à la lutte contre le financement du terrorisme et a adopté des recommandations spéciales en ce domaine que les Etats se sont engagés à appliquer. Au plan national, la loi du 9 février 2004 relative à « l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité » a conforté cette évolution en intégrant explicitement le financement du terrorisme comme fait générateur des déclarations de soupçon. Si les deux notions - blanchiment d'argent sale et financement du terrorisme - ne se superposent que rarement (dans le cadre de la seconde, il s'agit bien souvent de « noircir » des capitaux d'origine parfaitement licite), elles interagissent fréquemment. L'arsenal utilisé pour traquer les blanchisseurs est donc utilement mis au service de la détection des moyens financiers des groupes terroristes.

auteurs, serait à l'origine de l'expression « blanchir de l'argent ». La chaîne de blanchisseries, Sanitary Cleaning Shops, dont il était propriétaire, était une façade légale qui lui permettait de recycler les ressources tirées de ses nombreuses activités illicites. En réalité le terme de blanchiment vient, plus simplement, du fait que l'argent acquis illégalement est appelé « argent sale ». « Les capitaux visés par la lutte contre le blanchiment étaient à l'origine les capitaux issus du trafic de drogue, rappelle Daniel Maillard, Directeur au cabinet de conseil Infineo. Aujourd'hui les capitaux concernés proviennent d'activités de plus en plus variées, parmi lesquelles le trafic d'armes, d'êtres humains ou d'autres phénomènes très sensibles comme la corruption. » Le blanchiment permet à cet argent de passer pour propre, c'est-à-dire de prendre une apparence honnête.

Plus proche de nous, l'affaire du Sentier II, à Paris, est un exemple récent de blanchiment de grande envergure. Centré sur la France, le système a permis

à des particuliers ou à des commerçants de dissimuler un délit initial - souvent une fraude fiscale - en échangeant, moyennant une rétribution, des chèques contre de l'argent liquide. Ces chèques étaient encaissés en Israël où la réglementation permet de faire endosser un chèque contre le versement de sommes en espèces par une autre personne que son destinataire. Les sommes en jeu ont atteint plusieurs milliards d'euros.

La déclaration de soupçon

À l'origine de la découverte des réseaux de blanchiment, on trouve généralement une « déclaration de soupçon ». Les lois de 1990 et 1993 ont instauré une obligation de déclaration de soupçon ainsi qu'une obligation de vigilance pour les banques. Ces obligations ont été élargies par la loi sur les Nouvelles régulations économiques (NRE) de mai 2001, puis par les lois de février et mars 2004. « Les organismes financiers sont la pierre angulaire du dispositif de lutte contre le blanchiment, insiste Daniel Maillard. Ils sont les acteurs d'une industrie ouverte, qui gère les flux de tiers que sont les moyens de paiement. La réglementation est conçue autour de cette position stratégique. » Les entreprises bancaires ont mis en place les organisations nécessaires au respect de ces obligations. Les contrôles sont d'autant plus stricts que tout concours, même indirect, à une opération de blanchiment est passible de lourdes sanctions pénales. La déclaration de soupçon doit être adressée à Tracfin, organisme gouvernemental qui dépend du Ministère des finances. Les établissements financiers effectuent des déclarations pour toutes les sommes et opérations qui pourraient provenir du trafic de stupéfiants, d'activités criminelles organisées, de la corruption et de la fraude aux intérêts des Communautés européennes ou qui pourraient participer au financement du terrorisme. De plus, depuis la loi NRE, les banques déclarent automatiquement à Tracfin les opérations dont l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire reste douteuse malgré les vérifications d'identité et les opérations faisant apparaître un fonds fiduciaire (et notamment trust ou fiducies) dont l'identité des constituants ou des bénéficiaires n'est pas connue.

Casinos et agents immobiliers

S'ils sont à l'origine de l'immense majorité des déclarations de soupçon, les organismes financiers

(au sens des alinéas 1 à 6 de l'article L.562-1 du Code monétaire et financier : établissements bancaires, instituts d'émission, assureurs, entreprises d'investissements, changeurs manuels...), ne sont pas les seuls sur lesquels repose réglementairement le devoir de vigilance. Sont également assujetties au dispositif de la déclaration de soupçon les principales professions non financières suivantes : intermédiaires immobiliers, responsables de casinos, responsables des groupements, cercles et sociétés organisant des jeux de hasard, des loteries, des paris, des pronostics sportifs ou hippiques (Française des Jeux, PMU...), personnes se livrant habituellement au commerce ou organisant la vente de pierres précieuses, de matériaux précieux, d'antiquités ou d'œuvres d'art, experts comptables, commissaires aux comptes, notaires, huissiers de justice, administrateurs et mandataires judiciaires, avocats, commissaires priseurs judiciaires et sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques. La liste ressemble à un inventaire à la Prévert, mais elle est justifiée par les techniques utilisées par les criminels. Quelques exemples parmi les plus classiques. Les blanchisseurs achètent et paient en espèces des biens de grande valeur tels que des automobiles, des bateaux, des bijoux ou de l'équipement électronique de luxe. Ces biens seront enregistrés au nom d'un associé. Un blanchisseur peut acheter un bien immobilier à une personne disposée à déclarer un prix de vente sensiblement inférieur à la valeur réelle du bien et se faire payer la différence en argent comptant. Après une certaine période de rétention du bien immobilier, le blanchisseur le vend à son prix réel. Dernier exemple, le passage par le casino permet de se procurer des jetons en échange d'argent comptant, pour ensuite encaisser les jetons sous forme de chèque. Dans ce dernier cas, alors que l'obligation de déclaration de soupçon devrait avoir assaini le secteur, les entreprises refusent de communiquer sur le sujet. « Réglementairement, nos obligations sont très lourdes, explique un trésorier qui préfère garder l'anonymat. De ce fait, nous sommes peut-être les acteurs les moins exposés. »

Blanchir malgré soi

Le blanchiment, c'est un peu ce qui n'arrive qu'aux autres. Quand on parle avec les trésoriers, soit leur secteur d'activité n'est pas concerné du tout par ce problème, soit au contraire il est tellement régle-

menté qu'il ne peut pas être l'objet d'une transaction frauduleuse. Pourtant le blanchiment passe par d'innombrables techniques, et très souvent par des PME. Un type de blanchiment les vise tout particulièrement. Il consiste à amalgamer des fonds d'origine douteuse à ceux d'origine parfaitement légale qui proviennent de l'activité normale de la société. Il est aussi possible de blanchir des fonds en prenant des participations dans des entreprises qui affichent normalement un volume élevé de transactions au comptant afin d'incorporer des produits de la criminalité aux activités commerciales légitimes brassées par l'entreprise. Des criminels peuvent même acheter intégralement des commerces de bonne réputation, ayant pignon sur rue depuis longtemps, dans des secteurs d'activité qui génèrent des recettes brutes par des ventes au comptant (restaurants, hôtels, bureaux de change, sociétés commercialisant des distributeurs automatiques, laveries automatiques...). « Une entreprise peut se trouver impliquée dans la problématique de la lutte contre le blanchiment dans deux cas de figure, explique Daniel Maillard. Il arrive que sa banque ait un doute sur les opérations et envisage d'effectuer une déclaration de soupçon à Tracfin. Elle commencera par appeler sa cliente qui peut éclaircir la zone d'ombre. Mais il se peut aussi que le nom de l'entreprise apparaisse dans une déclaration de soupçon qui concerne un client ou un fournisseur. Personne n'est

Les 40 + 9 recommandations du Gafi

Le Groupe d'action financière (Gafi) est un organisme intergouvernemental visant à développer et promouvoir des politiques nationales et internationales afin de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les recommandations du Gafi ont été reconnues par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale comme les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elles offrent un ensemble complet de contre-mesures couvrant le système de justice pénale et l'application des lois, le système financier et sa réglementation ainsi que la coopération internationale. Au nombre de 40 en 1990, elles ont été révisées en 1996 puis en 2003, et complétées par neuf recommandations spéciales traitant de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour en savoir plus, www.fatf-gafi.org

alors au courant, en dehors de Tracfin et du déclarant. L'entreprise ne l'apprendrait que si le dossier était transmis à la justice. »

Veiller à la cohérence des transactions

Le dispositif antiblanchiment repose sur un certain nombre de professions clairement identifiées. « En dehors de ces professions, les trésoriers ne sont pas concernés par les processus de vigilance et de déclaration », confirme François Werner, secrétaire général de Tracfin. Comment donc peut-il agir ? Tout d'abord en ne prenant pas le risque de se trouver personnellement en situation de faiblesse. « Le problème majeur que pose cette criminalité, explique Noël Pons, conseiller au Service central de la prévention de la corruption au Ministère de la justice et auteur de *Cols blancs et mains sales*, est qu'elle sait identifier à coup sûr et reconnaître les failles de chacun. Un trésorier doit être irréprochable. En France, cela paraît évident, mais quand on est un jeune trésorier expatrié en Amérique du Sud, c'est beaucoup moins simple. On ne se trouve plus dans le cadre protecteur que l'on connaît. » Le trésorier est une vigie. C'est lui qui est le mieux placé pour détecter une transaction inhabituelle. « Si le trésorier ne comprend pas l'opération, il y a là un premier élément de doute », remarque François Werner. Le rôle qu'il peut tenir est évidemment très différent selon la taille de l'entreprise et sa position au sein de celle-ci. Les informations dont il dispose ne sont pas toujours les mêmes. En règle générale, le bon sens doit prévaloir. « Sur un simple plan commercial, il est naturel de s'intéresser à son interlocuteur, estime Jacques Bellamy-Brown, directeur général à La Française des Placements Gestion Privée. Même si c'est l'établissement teneur de compte qui engage sa responsabilité, le trésorier doit chercher la logique du mouvement, regarder si l'opération correspond à l'objet social de sa société et à celui du cocontractant. » Une question élémentaire doit pouvoir trouver sa réponse : quel est le sous-jacent des règlements reçus ou des dépenses faites ? Existe-t-il un contrat ? Le cocontractant est-il bien connu, ainsi que l'origine de ses ressources ? La répétitivité des opérations, l'importance des montants, sont également des éléments de nature à attirer son attention. « Le trésorier doit pouvoir identifier la logique des transactions conseille Daniel Maillard, vérifier, par exemple, que

TRACFIN À L'ÉCOUTE DES TRÉSORIERES

La lutte contre le blanchiment est un travail collectif à l'échelon international. L'Organisation des nations unies (ONU) recommande que chaque pays se dote d'un « centre national pour recueillir, analyser et transmettre les déclarations d'opérations suspectes et d'autres informations concernant les actes susceptibles d'être constitutifs de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ». En France, ce centre est constitué par Tracfin, notre cellule de renseignement financier. Créé en 1990 au sein du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Tracfin est au coeur du dispositif français de lutte contre l'argent sale et le financement du terrorisme. Même si le trésorier d'entreprise n'est en principe pas tenu de faire une « déclaration de soupçon », les services de Tracfin sont prêts à l'entendre et à le conseiller s'il se trouve confronté à une transaction suspecte : crf-france@tracfin.finances.gouv.fr ou 01 40 23 70 00

le marché en question est en rapport avec l'activité de son entreprise. » Le trésorier, dans certains cas, a accès au contrat, ce qui lui donne les moyens d'investiguer davantage, de découvrir la nature du cocontractant, son statut. « Le meilleur conseil que je donnerais, indique Nicolas Monot, trésorier de Bouygues Construction, est de ne traiter qu'avec des gens sur lesquels on a fait une recherche d'honorabilité, qu'il s'agisse de clients ou de fournisseurs. Il nous est arrivé de recevoir des demandes de projets farfelus auxquelles, après quelques recherches, nous n'avons pas donné suite. »

Financer proprement la croissance de l'entreprise

À certains stades de son existence, l'entreprise est confrontée à de nouveaux besoins financiers. Elle peut avoir recours à l'emprunt ou encore faire entrer de nouveaux actionnaires au capital. « Un taux d'intérêt exceptionnellement intéressant n'existe pas ! En cédant à la tentation de faire des économies sur ses intérêts d'emprunt, l'entreprise peut devenir un support de la criminalité », prévient Noël Pons. Les prises de participation au capital peuvent aussi poser problème. « L'entrée d'actionnaires minoritaires dans le capital sans justification autre qu'un apport de fonds peut être l'indicateur

d'un cheval de Troie, explique Noël Pons. Pour éviter une prise de contrôle totale, il est possible de placer la société sous la forme juridique de la commandite, ce qui bloque toute intervention extérieure. » L'identification formelle des actionnaires n'est pas toujours facile. « L'origine géographique ne suffit pas à rendre suspect une opération ou un actionnaire potentiel, remarque François Werner, mais c'est un élément à prendre en considération. Si de surcroît le montage est compliqué, cela devient suspect. » C'est pourquoi, parmi les opérations qui doivent faire l'objet d'une déclaration de soupçon, on retrouve celles dans lesquelles interviennent un fonds fiduciaire ou tout autre instrument de gestion dont l'identité des bénéficiaires ou constituants est inconnue. Pour identifier les individus, les établissements financiers sont dotés de services « know your customer » (KYC) et « anti-money laundering » (AML) qui emploient des équipes nombreuses. « Pour retrouver les bénéficiaires réels, de plus en plus de sociétés informatiques proposent des logiciels de repérage des noms, signale François Werner. Ces outils fonctionnent bien, et peuvent être très utiles pour les grandes entreprises, les données de Tracfin n'étant pas publiques. »

Le trésorier, acteur de la lutte antiblanchiment

Confronté à un flux d'origine douteuse, quelle conduite peut adopter le trésorier ? En cas de doute, il peut être judicieux d'alerter sa direction de manière à laisser une trace de ses interrogations. Un banquier qui fait une déclaration à Tracfin est exonéré de responsabilité. De la même manière, un trésorier qui peut apporter la preuve qu'il a agi en bon citoyen se met en sécurité. Il pourra éventuellement être entendu par un juge, mais ne sera pas mis en cause personnellement. « Tracfin veut être le partenaire des sociétés, indique François Werner. Nous sommes ouverts au conseil, à la formation, à la sensibilisation. Pour toutes les questions opérationnelles, les trésoriers peuvent faire appel à nous » (voir coordonnées téléphoniques et email dans l'encadré p. 14).

Il est un domaine dans lequel le trésorier peut intervenir au premier rang pour lutter contre le blanchiment : le placement de la trésorerie lui-même. Un fonds monétaire de droit français, souscrit auprès d'un établissement français, ne pose évidemment pas de problème. D'autant qu'en matière de lutte

Responsabilité pénale

L'article 324-1 du code pénal définit le délit de blanchiment comme étant « le fait de faciliter, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect » et encore « le fait d'apporter un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit. » Le blanchiment est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende. Cette peine est portée à dix ans d'emprisonnement et à 750 000 euros d'amende, notamment lorsqu'il est commis de façon habituelle ou en utilisant les facilités que procure l'exercice d'une activité professionnelle (article 324-2). En outre, le code pénal institue un délit spécifique de blanchiment du produit du trafic de stupéfiants (article 222-38), puni de dix ans d'emprisonnement et de 750 000 euros d'amende. Les acteurs concernés par l'obligation de déclaration de soupçon peuvent voir leur responsabilité pénale engagée.

contre le blanchiment, la France a une longueur d'avance sur les autres pays européens. Les sociétés de gestion françaises sont très sensibilisées à ce risque. Leurs dispositifs antiblanchiment sont au point et les correspondants Tracfin à pied d'œuvre. « Les trésoriers doivent veiller à n'investir que sur des supports financiers au-dessus de tout soupçon, recommande Ali Ould-Rouis, secrétaire général de Robeco Gestions et correspondant Tracfin. Les produits de droit français ne posent pas de problème, la France s'étant dotée de l'un des dispositifs réglementaires les plus affinés. En revanche, le risque existe sur des produits de droit étranger. » Certains fonds monétaires dynamiques investissent en partie sur des supports plus difficiles à contrôler, ou tout simplement dans de la dette de pays émergents sensibles à la corruption. « Il faut se méfier d'un produit monétaire dont le rendement serait trop intéressant », conseille Ali Ould-Rouis. Là encore, le bon sens prévaut. Sans outil sophistiqué, en agissant avec prudence et vigilance en coopération avec les organismes, gouvernemental (Tracfin) et intergouvernemental (Gafi), les trésoriers français mettent leurs entreprises à l'abri de la criminalité organisée.

Isabelle R. Doumic